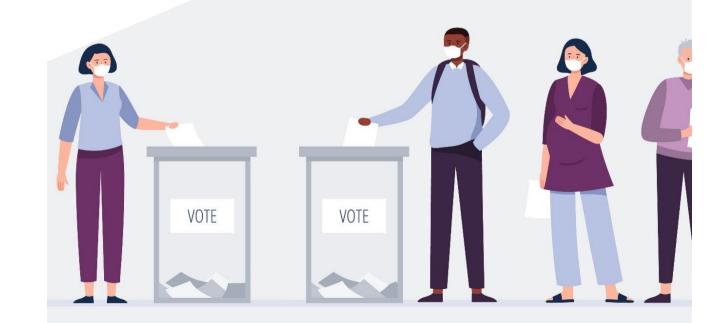




Les Français et l'organisation des élections en France

Rapport d'étude pour le Groupe Union Centriste du Sénat

Juin 2021



Contacts Ifop:

Frédéric Dabi / Paul Cébille Département Opinion et Stratégies d'Entreprise





1 La méthodologie





Etude réalisée par l'Ifop pour le Groupe Union Centriste du Sénat

Echantillon Méthodologie Mode de recueil



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 012** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 22 au 23 juin 2021.





2 Les résultats de l'étude



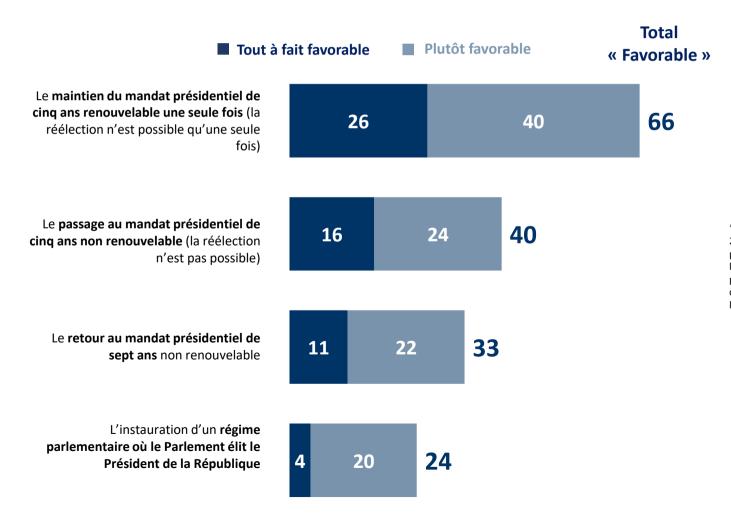
L'adhésion à une réforme du mode d'élection du président de la République – Rappel depuis 1999

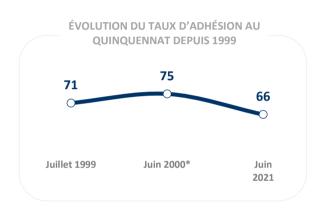


QUESTION:

En septembre 2000, les Français ont voté par référendum en faveur de la réduction de la durée du mandat du président de la République de sept à cinq ans. Suite à cette réforme, le calendrier électoral a été modifié afin que les élections législatives soient toujours organisées après l'élection présidentielle.

Pour chacune des réformes suivantes concernant l'élection du président de la République, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou pas favorable à ce qu'elle entre en vigueur.





*Etude Ifop pour le Journal du Dimanche menée par téléphone du 8 au 9 juin 2000 auprès d'un échantillon de de 932 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. A l'époque la question testait l'adhésion au passage au quinquennat sous cette forme : « Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'instauration du quinquennat, c'est-à-dire la réduction de 7 à 5 ans du mandat du président de la République ? »



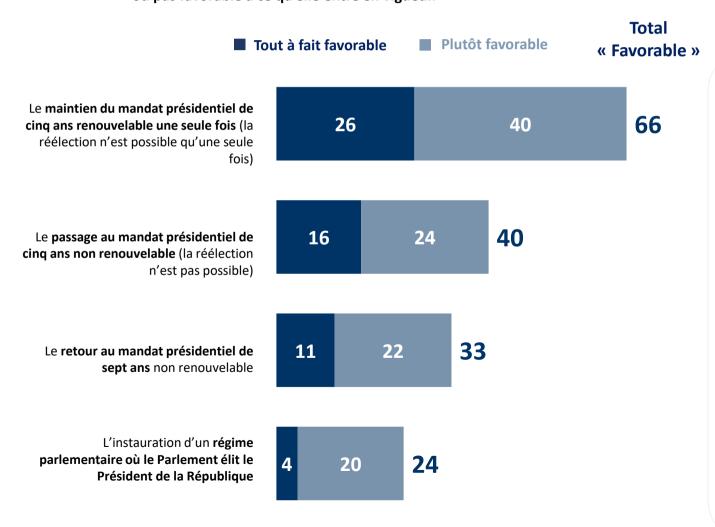
L'adhésion à une réforme du mode d'élection du président de la République – Réponses selon la proximité partisane

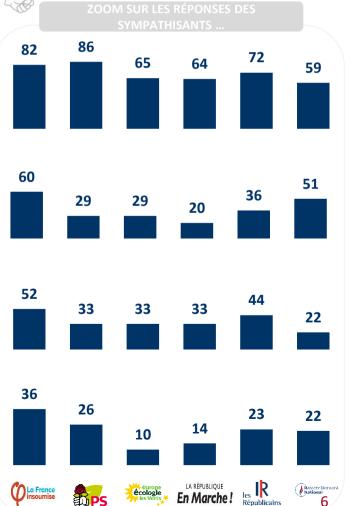


QUESTION:

En septembre 2000, les Français ont voté par référendum en faveur de la réduction de la durée du mandat du président de la République de sept à cinq ans. Suite à cette réforme, le calendrier électoral a été modifié afin que les élections législatives soient toujours organisées après l'élection présidentielle.

Pour chacune des réformes suivantes concernant l'élection du président de la République, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou pas favorable à ce qu'elle entre en vigueur.



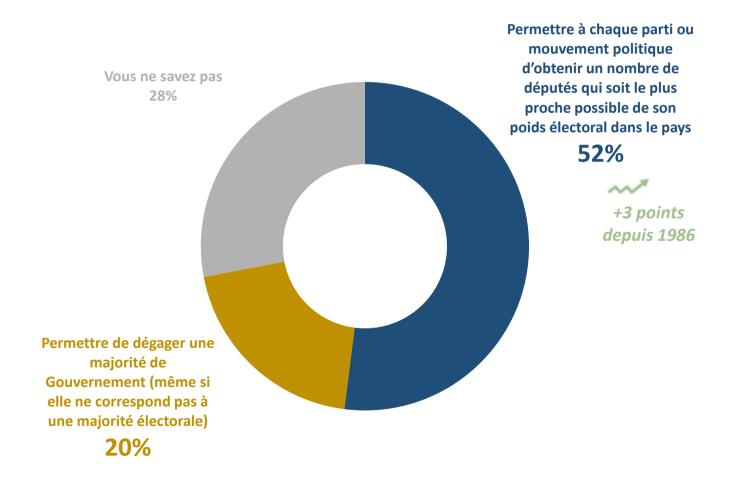


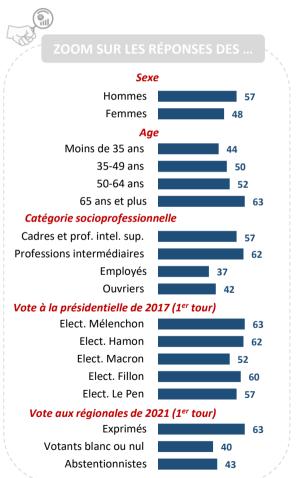


L'adhésion au principe du mode de scrutin proportionnel



QUESTION: Selon vous, le mode de scrutin législatif permettant d'élire les députés, doit-il en priorité...?





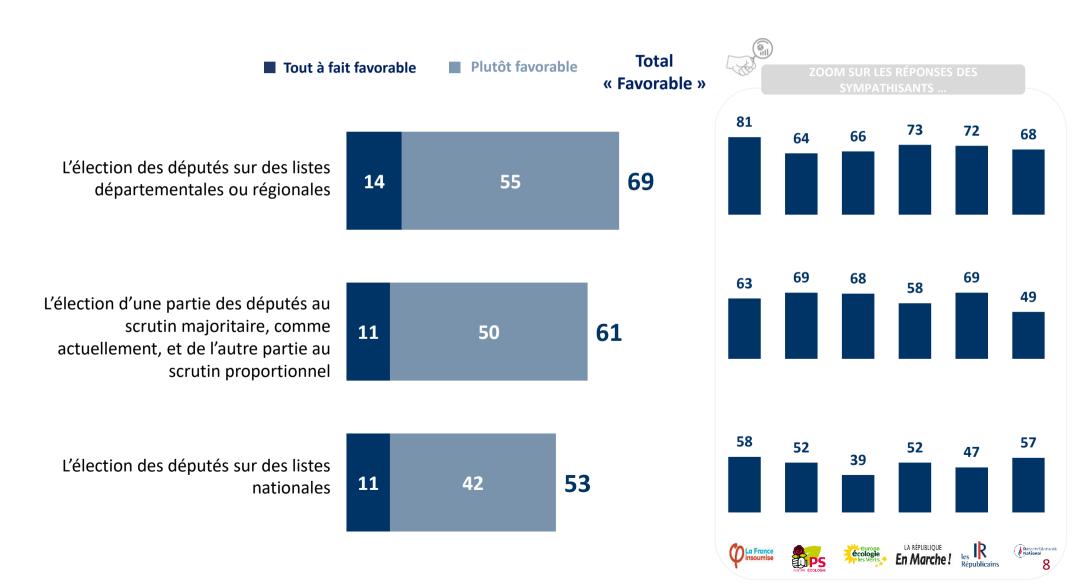


L'adhésion à différentes modalités d'organisation du mode de scrutin proportionnel – Réponses selon la proximité partisane



QUESTION:

Pour chacune des modalités suivantes permettant une représentation proportionnelle, veuillez indiquer si vous y seriez favorable ou pas favorable pour l'élection des députés.



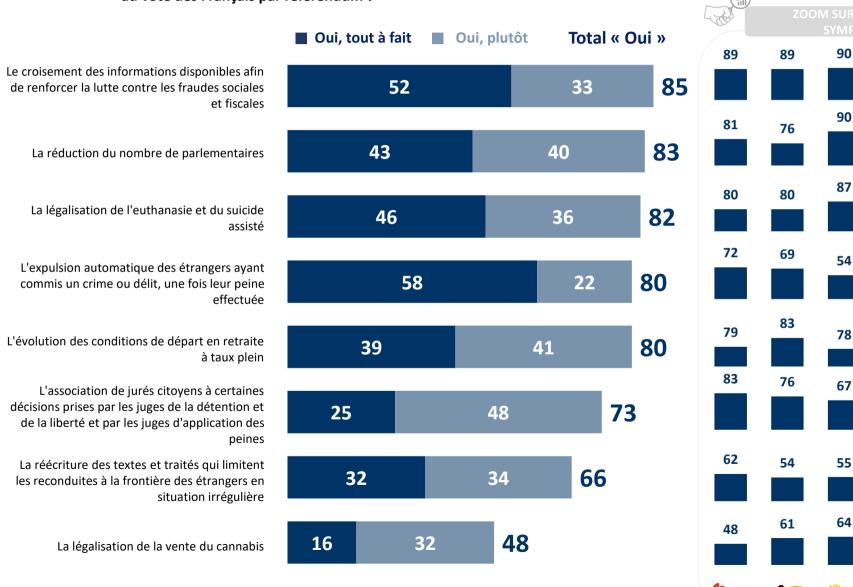


L'adhésion à l'organisation de référendum sur diverses thématiques



En Marche!

QUESTION: A l'issue de la prochaine élection présidentielle, souhaiteriez-vous que chacune des thématiques ou mesures suivantes soit soumise au vote des Français par référendum?

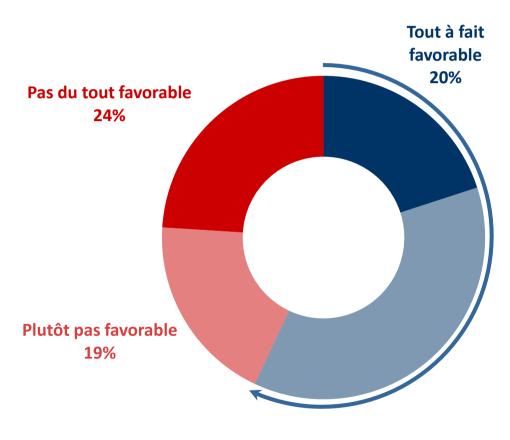




L'adhésion au cumul des mandats nationaux et locaux pour les maires des communes de moins de 10 000 habitants



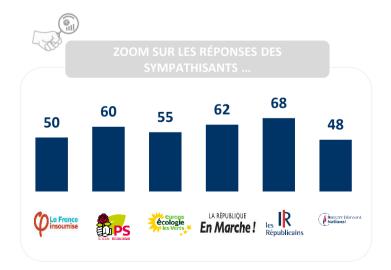
QUESTION : Seriez-vous favorable ou non à la possibilité pour les députés et les sénateurs de pouvoir en parallèle de leur mandat national être maire d'une commune de moins de 10 000 habitants mais sans le cumul des indemnités ?



Plutôt favorable 37%

57%

des Français sont favorables à la possibilité au cumul d'un mandat national et d'un mandat local de maire d'une commune de moins de 10 000 habitants mais sans le cumul des indemnités.





Le jugement sur le niveau des atteintes aux libertés publiques dans le cadre de la pandémie de COVID-19 en France



QUESTION: Selon vous, les atteintes aux libertés publiques pour faire face à la pandémie COVID (couvre-feu, attestation, pass sanitaire, obligation du port du masque, etc.) ont-elles été excessives, adaptées ou insuffisantes?

